



Rapport économique 2021-2022

MAROC

11 août 2022

Executive Summary

L'économie marocaine a repris le chemin de la croissance après la crise sanitaire. Les activités industrielles ont repris leur rythme habituel et la majorité des emplois perdus lors de la crise sanitaire a été récupérée. Les investissements directs étrangers ont enregistré une tendance positive et une diversification substantielle de leur origine. Les institutions internationales et partenaires économiques régionaux continuent d'appuyer les initiatives de développement du Royaume. La stabilité de l'économie marocaine est confirmée par les institutions de notation internationales, malgré les différentes faiblesses structurelles du pays, auxquelles sont venus s'ajouter les effets de la crise russo-ukrainienne ainsi que ceux de la pandémie, qui ont fait perdre au Maroc deux années et demi de croissance et trois années de lutte contre les inégalités et la pauvreté.

Sur le plan industriel, le Maroc est passé en 20 ans d'un pays à production « low cost » à un pays « best cost », avec l'ambition de positionner mondialement comme pays offrant la « best value ». Afin d'améliorer davantage son attractivité internationale et structurer son économie, plusieurs réformes économiques ont été initiées en 2021. A travers celles-ci, le Maroc souhaite disposer de ressources financières propres, suffisantes, stables et durables, nécessaires à ces réformes préconisées par le Nouveau Modèle de Développement. L'Etat redouble d'efforts pour parachever les projets de dématérialisation qui permettront de réduire le poids de l'économie informelle, de rompre avec les activités rentières et in fine, de rendre l'économie plus transparente, plus ouverte et plus compétitive. En outre, une Nouvelle Charte de l'Investissement a été adoptée pour accompagner et faciliter l'acte d'investissement et améliorer le climat des affaires.

Les acteurs économiques suisses sont invités à explorer davantage les opportunités qu'offre le Maroc, et à travers ce dernier, celles que présente la Zone de Libre Echange Continental Africaine (ZLECA). Plusieurs projets structurants y seront lancés dans les secteurs de l'eau, des transports et de l'énergie ; les institutions et entreprises suisses disposent de tous les atouts pour accompagner le Maroc dans ses projets d'infrastructures, en offrant leurs instruments de financement innovants et en mobilisant leurs expertises incontestables. Les réussites des entreprises suisses déjà établies montrent qu'il y a un réel intérêt à coopérer, au vue de la grande complémentarité qui existe entre les deux économies. Les entreprises peuvent profiter également du réseau et de la dynamique de la Chambre de Commerce Suisse au Maroc qui a conclu un partenariat avec Switzerland Global Enterprise.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	5
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	7
3.1	Politique et priorités du pays hôte	7
3.2	Perspectives pour la Suisse	8
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	9
4.1	Evolution et perspectives générales	9
4.2	Commerce bilatéral	10
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	10
5.1	Evolution et perspectives générales	10
5.2	Investissements bilatéraux	11
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	11
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse	11
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse	12
ANNEXE 1 – Structure de l'économie		14
ANNEXE 2 – Principales données économiques		15
ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux		16
ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux		17
ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs		18

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

L'économie marocaine a redécollé grâce à (1) la reprise des exportations, (2) une année agricole 2021 enregistrant une performance exceptionnelle et (3) la relance des activités industrielles. Les transferts des Marocains Résidents à l'Étranger (MRE) et l'afflux des investissements directs étrangers ont fortement participé à ce redressement¹. Suite à sa mission au Maroc dans le cadre de l'article IV, le FMI a salué l'engagement des autorités pour les réformes structurelles entamées, qui nécessitent d'être accompagnées par un plan de financement adéquat². Dans sa dernière note datant de juillet 2022, l'agence de notation financière Moody's a confirmé la note d'émetteur à long terme Ba1 du Maroc, et a changé la perspective du Royaume de 'négative' à 'stable'³. Toutefois, les perspectives économiques restent incertaines : le degré d'impact de la crise sanitaire et de la guerre russo-ukrainienne demeure différent d'une institution économique à une autre.

Croissance : En 2021, le PIB du Maroc s'est établi à USD 131 milliards⁴, enregistrant ainsi une croissance de 7.2%, selon le FMI. Ceci est dû à la reprise des activités économiques après la récession engendrée par la crise sanitaire. Cette croissance connaîtra une décélération en 2022 en raison principalement de la guerre en Ukraine. Alors que le FMI prévoit une croissance de 1.1% en 2022, la Banque Centrale du Maroc reste moins optimiste puisqu'elle prévoit une croissance de 0.7% seulement. Quant au Gouvernement, ses prévisions de croissance restent les plus optimistes (1.7%).

Inflation : Par ailleurs, le Maroc fait partie des rares pays ayant maîtrisé l'inflation en 2021. Celle-ci a enregistré un taux de 1.4% selon le FMI. Toutefois, l'inflation a été importée après le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne ayant accentué la flambée des prix des matières premières. Les effets de cette inflation se sont beaucoup faits sentir sur la majorité des produits essentiels de consommation. Dans ce sens, il est prévu que le Maroc enregistre en 2022 un taux d'inflation de 4.4% selon le FMI, et 5.3% selon la Banque Centrale du Maroc. Plusieurs produits de première nécessité ont vu le prix augmenté de façon drastique, impactant négativement le pouvoir d'achat des citoyens. Toutefois, la politique de subvention adoptée par l'État permet d'atténuer les effets de l'inflation, qui restent relativement maîtrisés, comparé à d'autres pays de la région.

Chômage : Suite au climat économique morose, peu d'emplois ont été créés, cependant davantage en comparaison avec d'autres pays africains. Le taux de chômage a atteint 11.9% en 2021 contre 12.7% en 2020, selon le FMI. Les statistiques avancées par le Haut-Commissariat au Plan confirment un passage du taux de chômage de 11.9% en 2020 à 12.3% en 2021. Bien que le secteur industriel ait récupéré l'ensemble de ses emplois perdus à cause de la crise sanitaire, le chômage plane sur l'économie et sa croissance notamment chez les jeunes (15-24 ans) reste inquiétante, avec un taux de 47,7% au deuxième trimestre de 2022. Selon les perspectives de la Banque Centrale, le chômage stagnera à 12% en 2022. De ce fait, le gouvernement marocain entend multiplier les programmes d'appui à l'entrepreneuriat en vue de renforcer les capacités de jeunes et les équiper d'outils et compétences à même de leur faciliter la création d'emplois.

Solde budgétaire : Selon la Trésorerie Générale du Royaume, le déficit budgétaire du Maroc s'est allégé en 2021, passant de CHF 8.2 Mds (7.6% du PIB) en 2020 à CHF 7.1 Mds (6% du PIB) à fin décembre 2021⁵. Cette évolution traduit une progression plus forte des recettes (CHF +2,67 Mds) que des dépenses (CHF +1.5 Mds). Cette même tendance a marqué le premier semestre de 2022, avec un déficit de CHF 1.8 Mds, contre CHF 2.9 Mds un an auparavant⁶ ; Une amélioration qui s'explique toujours par l'augmentation des dépenses (CHF +1.7 Mds) moins importantes que celles des recettes (CHF +2.8 Mds). Selon la Banque Centrale, le déficit budgétaire devrait se creuser d'ici fin 2022, en s'établissant à 6.3% du PIB. Cette dégradation sera le résultat de l'alourdissement des charges de l'État pour contrer la vague inflationniste actuelle.⁷

Dettes intérieure et extérieure : Le Maroc a affiché une dette assez élevée lors des dernières années. En effet, la dette du Trésor a poursuivi sa tendance haussière en 2021, puisqu'elle a atteint CHF 88.6 Mds. Pour l'année courante, la dette devrait atteindre CHF 96 Mds, dépassant ainsi le seuil des 80%

¹ <https://www.imf.org/en/News/Articles/2022/02/09/pr2227-imf-executive-board-concludes-2021-article-iv-consultation-with-morocco>

² <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2021/12/10/pr21370-morocco-imf-staff-completes-2021-article-iv-mission-to-morocco>

³ <https://medias24.com/2022/07/04/moodys-maintient-la-note-du-maroc-et-change-la-perspective-de-negative-a-stable/>

⁴ https://www.lopinion.ma/Classement-Forbes-le-Maroc-5eme-puissance-economique-d-Afrique_a15020.html#:~:text=Le%20Maroc%20sera%20la%205%C3%A8me%20puissance%20C3%A9conomique%20d%E2%80%99Afrique.de%20dollars%2C%20selon%20un%20nouveau%20classement%20de%20Forbes.

⁵ <https://www.finances.gov.ma/Publication/dife/2022/SCRT-decembre2021.pdf>

⁶ <https://maroc.ma/fr/actualites/maroc-le-deficit-budgetaire-183-mmdh-au-s1-2022>

⁷ <https://medias24.com/2022/06/22/voici-les-previsions-de-bam-pour-leconomie-en-2022-et-2023/>

du PIB. A noter qu'à fin avril 2022, la dette globale aurait déjà atteint CHF 90.2 Mds⁸. Cette situation risque de s'empirer si le conflit russo-ukrainien se prolonge. Concernant la dette intérieure, elle devrait atteindre CHF 73.1 Mds en 2022, en progression de 7,7% par rapport à son niveau observé à fin 2021. Enfin, l'encours de la dette extérieure publique a stagné, s'établissant à CHF 37.8 Mds en 2021 contre 37.7 Mds en 2020⁹. La Direction du Trésor et des Finances Extérieures note toutefois un recul de la dette rapporté au PIB de 2,5 points par rapport à fin 2020, s'établissant ainsi à 32%. Ainsi sur les CHF 37.9 Mds, 53,8% étaient destinées au Trésor et 46,2% aux emprunteurs publics.

Réserves de change : Selon la Banque Centrale, le Maroc a terminé l'année 2021 avec des réserves de change de l'ordre de CHF 33.1 Mds, soit le niveau le plus élevé de réserves de change détenues depuis 2015. Les transferts des Marocains Résidents à l'Étranger ont enregistré un niveau record en 2021, atteignant CHF 10 Mds et enregistrant une hausse de 46,6% par rapport à 2020¹⁰. À fin février 2022, l'encours des avoirs de réserve officiels s'élevait à CHF 33.5 Mds, soit l'équivalent de 6 mois et 13 jours d'importations de biens et services¹¹. D'ici fin 2022, les avoirs de réserve officiels (AOR) du Maroc devraient atteindre CHF 34.2 Mds, avant de s'établir à CHF 34.7 Mds d'ici fin 2023, toujours selon les prévisions de la Banque Centrale marocaine¹².

Afin de continuer de structurer son économie, mettre en œuvre les recommandations du Nouveau Modèle de Développement (NMD), réussir sa transition économique durablement, et améliorer le rendement de ses investissements, le Maroc a engagé plusieurs chantiers de réformes structurelles pour répondre à des besoins clés, notamment celui du financement, comme :

- a) **Politique fiscale :** Dans le dessein de disposer de ressources financières propres, suffisantes, stables et durables, nécessaires pour les réformes économiques et sociales, notamment la généralisation de la sécurité sociale, le Gouvernement a apporté des modifications à la politique fiscale du pays¹³. En effet, la loi cadre portant réforme fiscale a été adoptée au mois de juillet 2021 et ses axes prioritaires ont été pris en considération dans la loi de finance de 2022¹⁴. Cette dernière a élargi le champ d'application de la TVA, tout en réduisant le nombre de taux et en généralisant le droit au remboursement. Concernant l'impôt sur les sociétés, le taux sera progressivement unifié. Enfin, l'Etat poursuit le processus de dématérialisation des procédures à travers la modernisation et la digitalisation des services de l'administration fiscale.
- b) **Politique monétaire :** Dans un contexte mondiale marqué par le resserrement des politiques monétaires, l'enlèvement de la guerre en Ukraine et la détérioration des perspectives économiques, la Banque Centrale a décidé de garder le taux directeur inchangé à 1,5%. Contrairement aux tendances mondiales, cette décision de maintenir le même taux est justifiée, selon le gouverneur de la Banque Centrale, par l'origine externe des pressions inflationnistes et les perspectives de retour à des niveaux d'inflation modérés en 2023.
- c) **Secteur privé :** Le développement du secteur privé marocain est important pour les améliorations structurelles. Pour stimuler la croissance, l'investissement et l'emploi, des mesures incitatives sont mises en œuvre notamment un accès plus facile aux ressources et une réduction des taxes pour les industries à forte valeur ajoutée. La réforme de l'Administration est enclenchée et plusieurs projets visent la simplification des procédures et la lutte contre la corruption. Le Gouvernement agit également pour la réduction des coûts logistiques et énergétiques. De plus, le gouvernement a accéléré les chantiers d'aménagement des nouvelles zones économiques et industrielles pour attirer de nouveaux investissements et favoriser l'emploi dans plusieurs régions du Royaume. La Nouvelle Charte de l'Investissement créera une nouvelle dynamique dans les régions défavorisées. Enfin, il est prévu que le Fonds d'investissement Mohammed VI, qui soutient l'investissement privé en fournissant des fonds propres ou quasi-fonds propres aux entreprises locales, accélère la concrétisation des grands projets de développement au Maroc.
- d) **Marchés publics :** La réforme du cadre réglementaire relatif aux marchés publics est une priorité pour l'Etat. La commande publique demeure un levier de croissance important et se doit de faciliter l'optimisation des budgets des projets et l'accès à la meilleure expertise et aux dernières

⁸ <https://www.lavieeco.com/actualite-maroc/tresor-la-dette-a-960-mmdh-en-2022/>

⁹ <https://medias24.com/2022/04/08/la-dette-exterieure-publique-stagne-en-2021-a-3785-mmdh-ministere-des-finances/>

¹⁰ <https://www.lavieeco.com/economie/transferts-mre-un-record-et-plusieurs-explications-possibles/>

¹¹ <https://www.financialafrik.com/2022/04/11/maroc-les-reserves-de-change-en-legere-baisse-en-mars-2022/#:~:text=A%20fin%20f%C3%A9vrier%202022%2C%20,%C3%A9conomique%20de%20la%20banque%20centrale>

¹² <https://www.infomediaire.net/les-reserves-en-devises-du-maroc-devraient-depasser-les-342-mmdh-en-2022/>

¹³ <https://www.finances.gov.ma/fr/reformes/Pages/Reforme-fiscale.aspx>

¹⁴ <https://www.finances.gov.ma/Publication/cabinet/2021/Note-Pres-Reforme-Fiscale-Fr.pdf>

technologies. Le Gouvernement mise sur plus d'efficacité du système pénal pour sanctionner les infractions et veille à avoir plus de transparence dans l'attribution des marchés publics. Cette réforme va concerner selon le projet de loi-cadre « *le renforcement du mécanisme de la préférence nationale, le soutien à la valeur ajoutée locale, la modernisation des méthodes des achats publics, la promotion de l'innovation, la simplification des procédures, la consécration des dimensions économique, sociale et environnementale des marchés publics, l'amélioration de la gouvernance et la consolidation de la transparence* ». Parmi les nouveautés phares prévues par cette réforme, on note la mise en place du dialogue compétitif dans les projets de grandes envergures et/ou innovants, et qui permet au maître d'ouvrage de dialoguer avec les fournisseurs. Ceci permettrait de co-développer des solutions adaptées aux besoins des projets¹⁵.

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

Traditionnellement dépendante de l'agriculture, du tourisme et des transferts des marocains résidents à l'étranger, l'économie marocaine devient de plus en plus diversifiée grâce à son industrialisation. En 2020, le secteur primaire (incluant la pêche) comptait pour 11.68% du PIB et employait 31.3% de la population active. Le secteur secondaire, lui, contribuait à hauteur de 26.13% du PIB, employant 22.9% de la population active. Le secteur tertiaire a contribué pour 50.82% du PIB en 2020, employant 45.7% de la population active. Un défi majeur pour l'économie marocaine reste l'intégration de son secteur informelle qui représentait 31.3% du PIB, selon la Banque Centrale marocaine. Enfin, la dépendance du Maroc aux importations de pétrole (le Maroc importe plus de 90% de ses besoins énergétiques) rend le pays vulnérable aux fluctuations du prix sur le marché international et explique en partie le déficit systématique de la balance commerciale.

Afin de consolider ses acquis économiques et de développer sa souveraineté industrielle, l'Etat marocain opère plusieurs réformes visant à faciliter le climat des affaires et l'acte d'investissement. Le Maroc souhaite faire de l'investissement le principal moteur de croissance économique. Dans ce sens, une **Nouvelle Charte de l'Investissement** a été adoptée au Conseil des Ministres et est en cours de discussion au Parlement. Celle-ci porte des réformes structurelles permettant d'adapter l'ancienne charte aux nouvelles exigences du Nouveau Modèle de Développement et aux mutations institutionnelles, économiques, sociales, environnementales et technologiques qui s'opèrent. Son objectif majeur est de renforcer l'attractivité du Royaume et de porter la part des investissements privés à deux tiers des investissements totaux engagés dans le Royaume, pour atteindre CHF 35 milliards d'ici 2035. Elle repose sur l'égalité de traitement des investisseurs quelle que soit leur nationalité, la libre concurrence et la transparence, la facilitation de l'accès au foncier et à l'énergie à niveau inférieur d'émission carbone, etc. Elle se fixe également pour objectifs la création d'emplois stables et la réduction des disparités entre les provinces en matière d'investissements. Par ailleurs, une commission des investissements sera créée. Elle aura pour missions de valider les projets de conventions d'investissement, de trancher sur le caractère stratégique des projets d'investissement, et de proposer les mesures de promotion et d'amélioration de l'attractivité de la destination Maroc. De plus, dans une perspective d'encouragement des investissements, une panoplie de primes à l'investissement sera proposée. Les projets inscrits dans les secteurs prioritaires bénéficieront, en plus des primes communes à l'investissement, d'une prime sectorielle. Une prime territoriale est également offerte lorsque des investissements sont réalisés dans des zones enclavées. Ces primes seront cumulables dans la limite de 30% du montant de l'investissement. Enfin, les entreprises de droit marocain souhaitant réaliser des investissements à l'étranger pourront profiter d'un dispositif de soutien spécifique.

Par ailleurs, le gouvernement marocain compte consolider les acquis obtenus grâce aux différentes stratégies sectorielles. Les secteurs **aéronautique et automobile** ont connu un développement accéléré lors des 10 dernières années. Aujourd'hui, le Gouvernement capitalise sur ses expériences réussies pour renforcer les écosystèmes présents, en attirant plus de firmes focales ainsi que leurs PME complémentaires. Pour le secteur **aéronautique**, il a été marqué en 2021 par l'installation de plusieurs nouvelles usines d'assemblage et de production de pièces aéronautiques. L'industrie aéronautique marocaine compte aujourd'hui plus de 140 entreprises, emploie près de 20.000 personnes qualifiées, et génère un chiffre d'affaires à l'export de CHF 1.92 milliard pour un taux d'intégration de près de 40%¹⁶. Le secteur a connu une croissance moyenne de 20% par an de 2015 à 2020, soit 4 fois plus que la moyenne mondiale et 5 fois la croissance du PIB. En 2021, le suisse Pilatus et le belge Sabca ont signé un contrat visant l'assemblage à Casablanca d'aérostructures PC-12 au Maroc. Le premier fuselage et la structure d'aile assemblés dans la nouvelle usine Sabca à Casablanca seront prêts à être livrés à la chaîne d'assemblage final à Stans, en Suisse, d'ici la fin de 2022.

¹⁵ <https://www.ecoactu.ma/reforme-des-marches-publics-maroc/>

¹⁶ <https://fnh.ma/article/actualite-economique/aeronautique-le-secteur-entame-une-nouvelle-phase-strategique>

Pour le **secteur automobile**, plusieurs entreprises ont installé leurs activités au Maroc. L'industrie automobile au Maroc compte aujourd'hui plus de 250 industriels nationaux et internationaux implantés dans le Royaume, et qui emploient directement près de 220.000 personnes. En 2021, les exportations du secteur automobile au Maroc ont battu un nouveau record, en totalisant CHF 8.3 Mds, en progression de 15,9% par rapport à 2020. La capacité de production installée est de 700.000 véhicules par an, tandis que le taux d'intégration local en 2021 atteint 63%, avec l'objectif de le porter à 80% à terme. Les constructeurs et équipementiers basés au Maroc exportent vers plus de 70 pays dans le monde. Près de 80% des voitures produites sont vendues en Europe, notamment en France, Espagne, Allemagne et Italie.

Au vu de la situation hydrique alarmante, le **secteur de l'eau** devient très prioritaire au Maroc. Le Ministère de l'Équipement et de l'Eau et les institutions et agences d'exécution sous sa tutelle lanceront plus d'une vingtaine de projets en PPP afin de faire face à la raréfaction de l'eau. Ces projets concernent principalement la réalisation des stations de dessalement d'eau de mer et de traitement des eaux usées. Parmi les plus importantes, on note la station de dessalement de Casablanca (300 mio m³/an), celle de Nador (200 mio m³/an) et d'autres projets de transfert d'eau des bassins du Nord au bassins du Sud (autoroutes de l'eau). Ainsi, les entreprises suisses opérant dans ce secteur directement ou indirectement devraient prospecter et proposer des solutions technologiques en ce sens.

Le **secteur de la santé** connaît une dynamique effervescente au Maroc, notamment après la crise COVID et l'adoption de la généralisation de la couverture médicale. Le Royaume affiche sa volonté de développement de sa souveraineté sanitaire, via l'amélioration de ses capacités industrielles et biotechnologiques dédiées notamment à la fabrication de vaccins, à l'industrie pharmaceutique et aux équipements médicaux et paramédicaux. Les réformes ayant concerné ce secteur visent à développer une industrie nationale autonome et un système de santé plus inclusif. Plusieurs centres hospitaliers universitaires sont en construction et nécessitent des équipements médicaux et paramédicaux de pointe. Enfin, l'ouverture du capital des cliniques privées aux investisseurs étrangers offre de nouvelles possibilités aux non médecins étrangers pouvant investir dans des cliniques. Ainsi, les groupes investisseurs dans le secteur de la santé et les entreprises offrant des équipements médicaux/paramédicaux ou formant le personnel médical et administratif trouveront des opportunités intéressantes pour leur développement au Maroc.

Par ailleurs, le Maroc a entamé il y a 10 ans une révolution énergétique qui vise à porter la part des **énergies renouvelables** à plus de 50% d'ici à 2030. Plusieurs projets cherchent à profiter de l'ensoleillement et des vents du Maroc. La Grande Bretagne a annoncé le lancement du projet Xlinks, qui prévoit de construire une centrale solaire de 1500 km² et d'en acheminer l'électricité vers le Royaume-Uni via des câbles sous-marins. En outre, de nombreuses centrales solaires et éoliennes fonctionnent déjà et de nombreux autres projets sont planifiés dans un proche futur afin de profiter de la bonne exposition aux vents et au soleil dont jouit le Maroc. Capitalisant sur ses réussites, le Maroc a publié une feuille de route sur l'hydrogène vert début 2021, dans laquelle il fait état de sa volonté de développer une filière industrielle centrée sur l'hydrogène vert. Enfin, l'adoption de la nouvelle loi sur l'autoproduction d'électricité ouvrira la voie à plusieurs opportunités pour les entreprises suisses offrant des solutions de production d'énergie.

Depuis plusieurs années, le Royaume a misé sur les **infrastructures routières, maritimes, aériennes et ferroviaires** comme un vrai levier de développement. De grands investissements sont consacrés à la connectivité et des opportunités intéressantes se présentent pour les sociétés suisses. Dans le secteur **ferroviaire**, l'Office National des Chemins de Fer dispose d'un programme d'investissement très ambitieux, visant à la fois l'extension du réseau ferroviaire mais aussi le renouvellement et l'amplification du matériel roulant pour un budget de plus de CHF 4 milliards. De plus, l'ONCF compte développer le réseau de Ligne à Grande Vitesse pour un budget d'investissement de CHF 10 milliards. Ce budget servira à la construction de la ligne LGV Casablanca – Marrakech – Agadir. A noter que cette ligne nécessitera la construction de plusieurs tunnels et ponts. Enfin, l'étude de faisabilité de la LGV Rabat-Fès vient d'être achevée.

Dans le secteur **autoroutier**, plusieurs projets avancent à grands pas. Ils concernent notamment la construction de nouveaux tronçons et l'extension de ceux existants. En effet, une deuxième autoroute Rabat-Casablanca verra le jour et sera réalisée avec un budget de CHF 500 mio. Une autoroute Marrakech Fès est aussi prévue ; ses études seront finalisées d'ici fin 2023.

Dans le secteur **maritime**, le Maroc adopte ainsi une stratégie volontariste pour continuer de développer ses ports en vue d'accélérer davantage son intégration aux chaînes de valeur régionale et

internationale. Classé 1^{er} port en Méditerranée et en Afrique et 23^{ème} mondialement, le port Tanger Med se positionne aujourd'hui comme plateforme portuaire et industrielle de premier plan en Afrique et en Méditerranée¹⁷. Plusieurs projets portuaires sont prévus, au vu de la croissance exponentielle de la demande portuaire¹⁸. Le port Nador West Med est en cours de réalisation avec un taux d'avancement des travaux établi à 65%. Le port de Jorf Lasfar est en cours d'études. La construction du Nouveau Port de Safi avance à grand pas.

Bien que le Maroc n'ait pas été considéré prioritaire pour la « **Team Switzerland** » en Afrique, les grands projets d'infrastructure prévus présentent des opportunités très intéressantes pour l'export de l'expertise et des solutions suisses. Les institutions et sociétés de **financement** ainsi que les entreprises d'ingénierie, de construction, et fournisseurs d'équipements et de solutions dans les projets susmentionnés sont invités à prospecter et à se positionner sur ces marchés en amont.

Enfin, le Maroc a placé le **secteur numérique** parmi ses priorités. Un Ministère dédié a vu le jour et œuvre pour la transition numérique et la modernisation de l'administration. Cette réforme entamée il y a plus de 15 ans connaît aujourd'hui un développement significatif. Concernant la dématérialisation, l'administration fiscale a digitalisé la quasi-totalité des services publics. Les contribuables peuvent accomplir toutes les obligations déclaratives et de paiement par voie électronique et peuvent également obtenir les différentes attestations administratives nécessaires. Cette même tendance a marqué l'administration des douanes et des impôts indirects. Aujourd'hui, malgré ces avancées, le besoin de numériser demeure énorme, notamment dans le secteur de la santé. Ainsi, des opportunités se présentent pour les sociétés suisses offrant des solutions de dématérialisation.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

Le Maroc fait un saut qualitatif rapide, grâce à une vision royale ambitieuse et des projets de développement stratégiques, de grande envergure. Il mise sur ses atouts géographiques, politiques et économiques : stabilité politique et macroéconomique, infrastructures de qualité et une position géographique privilégiée du fait de sa proximité avec l'Europe. Les infrastructures terrestres, portuaires, logistiques, industrielles, aéroportuaires et ferroviaires, lui ont permis de se hisser au rang des champions continentaux dans certains secteurs, et mondiaux dans d'autres. Sa politique économique extérieure a connu une vraie transformation lors des 20 dernières années et se base désormais sur les principes **de fermeté, d'ouverture et de diversification**.

Le Maroc a toujours entretenu des liens commerciaux étroits avec l'Espagne et la France ; malgré l'instabilité politique qui a caractérisé les relations entre le Maroc et l'Espagne, sur fond de désaccord politique, ces deux nations ont vu leurs relations partir sur de nouvelles bases en 2022. Les relations avec un partenaire de longue date, l'Allemagne, se sont également péjorées pour les mêmes raisons avant de se rétablir en 2022.

Par ailleurs, le Maroc a opté pour la diversification de ses partenaires. Cette diversification et cette ouverture sont guidées par des intérêts économiques et surtout géopolitiques. La reconnaissance de la marocanité du Sahara par les Etats-Unis et la normalisation des relations diplomatiques entre le Maroc et Israël ont été déclencheurs de nouveaux partenariats stratégiques dans les secteurs de la défense, de l'industrie et de l'énergie. Par ailleurs, le Brexit a ouvert une nouvelle ère de coopération bilatérale avec la Grande-Bretagne. Ce rapprochement stratégique a donné lieu à une amplification des échanges commerciaux entre les deux pays ainsi qu'au lancement de nouveaux projets d'infrastructures énergétiques, notamment Xlinks, exploration du champs gazier Anchois-2, etc.

En outre, le Maroc accorde une importance particulière à l'Afrique où il se positionne comme premier investisseur en Afrique de l'Ouest et deuxième à l'échelle du continent. Depuis son retour à l'Union Africaine en 2017, le Royaume n'a cessé de se positionner comme leader sur toutes les problématiques du continent. Par son **emplacement géographique stratégique** entre l'Afrique et l'Europe, son accès à l'Océan Atlantique et à la Méditerranée, le Maroc a consolidé sa place sur l'échiquier international, comme un hub pour les investissements et le commerce international, et surtout comme porte vers l'Afrique. La plateforme industrielle et portuaire Tanger Med est aujourd'hui le premier port de la Méditerranée et d'Afrique. Cette politique économique extérieure focalisée en partie sur l'Afrique a permis au Maroc, en plus du développement de ses exportations et de ses investissements dans le

¹⁷ <https://fr.le360.ma/economie/tanger-med-fait-son-entree-dans-le-top-25-des-plus-grands-ports-a-conteneurs-du-monde-234272>

¹⁸ <https://medias24.com/2022/03/09/un-round-up-sur-les-ports-du-maroc-et-les-chantiers-en-cours/>

continent, d'avancer diplomatiquement dans la défense de sa cause nationale et de se positionner en médiateur sur des conflits régionaux ou internationaux.

Avec l'**Union Européenne**, le Maroc ne cesse de développer et de multiplier ses accords de partenariats. Il est le premier partenaire économique de l'UE en Afrique. L'UE a signé un partenariat vert avec le Maroc début 2022 pour investir 1,6 milliards d'euros dans des projets qui visent à soutenir la transition énergétique et numérique du pays.

Parallèlement, le Maroc mène une politique très active de **conclusion d'accords régionaux et de libre-échange**. A ce jour, 56 accords de libre-échange et accords internationaux sont en place, couvrant des pays dont les économies représentent 60% du PIB mondial et 1.3 milliards de consommateurs. Il demeure le seul pays africain ayant un accord de libre-échange avec les États-Unis ; Avec l'UE, il profite du statut avancé. En outre, le Maroc cherche à profiter de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECA) pour développer davantage ses échanges commerciaux avec les pays africains et se positionner comme hub pour les entreprises internationales souhaitant opérer en Afrique.¹⁹

Enfin, le pays a mis en place une stratégie de **substitution des importations**, notamment après la crise-covid, afin de développer sa souveraineté industrielle. Cette stratégie, adossée au développement d'un « Made in Morocco » compétitif et exportable, a boosté l'investissement et l'industrialisation du pays. Les offres de l'Etat aux investisseurs sont diversifiées, passant de la mise à disposition d'un foncier industriel, à l'accompagnement pour l'export et à l'acquisition des équipements. Après deux années, cette stratégie commence à porter ses fruits, eu égard aux investissements qui ont été réalisés²⁰.

3.2 Perspectives pour la Suisse

Le 3 décembre 2021, le Ministre des Affaires Etrangères du Maroc M. Nasser Bourita et le Conseiller fédéral M. Ignacio Cassis ont signé une **déclaration conjointe**, qui prévoit l'organisation de dialogues et des rencontres entre nos pays. Cette Déclaration Conjointe vient cimenter davantage les liens développés pendant plus d'un siècle et permet de donner une nouvelle impulsion à la dynamique existante. Cette Déclaration vise l'accélération de la cadence des visites de travail à tous les niveaux afin de renforcer le dialogue et la concertation entre les gouvernements et les opérateurs, y compris économiques.

Les relations économiques entre la Suisse et le Maroc s'inscrivent dans des conditions bilatérales complètes, comptant sur un accord de libre-échange (via l'Association européenne de libre-échange, AELE), un accord de protection des investissements et une convention contre les double-impositions.²¹ Des entreprises suisses ont toutefois vu le prix de certaines de leurs exportations, non-couvertes par l'accord de libre-échange AELE-MAROC, se renchérir en raison du **nouveau régime tarifaire marocain** prévu par la nouvelle loi des finances.²² Cela a aussi pour effet de les rendre moins compétitives vis-à-vis de celles en provenance de l'Union Européenne, qui bénéficient de régimes tarifaires préférentiels.²³

A ce jour, **4 mémorandums d'entente** (MoU) de coopération ont été signés entre les deux pays. Ils concernent les secteurs de **1) l'énergie, 2) des transports, 3) de l'agriculture et 4) de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique**. Plusieurs protocoles d'entente ont été signés ces deux dernières années dans le cadre de la promotion du commerce entre la Suisse et le Maroc. Le programme SIPPO dans le secteur de **l'agro-industrie, produits de la pêche et textile** affiche de bons résultats.²⁴ Les 3 partenaires actuels du SIPPO au MAROC (AMITHASMEX-FENIP) constituent des partenaires crédibles et fiables dans l'écosystème national de promotion des exportations, les agences gouvernementales de promotion sectorielle à savoir, MOROCCO FOODEX et L'AMDIE continuent d'être impliquées activement dans la mise en œuvre des activités convenues. Le SECO et le Ministère de l'Industrie et du Commerce ont ainsi signé en novembre 2018 un accord de projets dans le **secteur du textile** destiné à appuyer et à accompagner le secteur sur la période 19-21. Le Programme Global pour le Textile et l'Habillement (GTEX) a été reconduit pour couvrir la période 2022-2023 au vu des importantes réalisations. Le Ministère du Tourisme a signé un accord en juin 2020 pour un programme dans le domaine du **tourisme durable**. Il s'agit d'un programme pour la période 20-25 visant à soutenir les provinces d'Azilal et de Béni Mellal pour développer un tourisme durable avec des secteurs

¹⁹ [Oxford Business Group, 2020](#)

²⁰ <https://industries.ma/industrie-quels-resultats-pour-la-politique-de-substitution-aux-importations/>

²¹ [Fedlex, 2021](#)

²² [Secrétariat général du Gouvernement, 2021](#)

²³ [El Mouden, 2020](#)

²⁴ [Fedlex, 2021](#)

intégrés²⁵. Enfin, dans le cadre du Multi-Country Investment Climate Program (MCICP), la Suisse a participé à la promotion des investissements dans des régions du Maroc, en partenariat avec la Société Financière Internationale et les Centre Régionaux d'Investissements au Maroc.

Afin de décliner la Déclaration Conjointe et l'opérationnaliser, la Secrétaire d'Etat à l'Economie (SECO) et la Secrétaire d'Etat à la Formation, la Recherche et l'Innovation (SEFRI) ont effectué en 2022 des visites bilatérales au Maroc pour rencontrer leurs homologues et s'informer des projets stratégiques du Royaume. La visite du SECO a permis de discuter avec les ministres marocains en charge de l'investissement, de l'industrie et du commerce, ainsi que la Confédération Générale des Entreprises du Maroc, des moyens à mobiliser et les actions à entreprendre pour promouvoir les relations économiques entre le Maroc et la Suisse. Des activités de promotion de la destination Maroc comme terre d'investissement et porte de l'Afrique seront organisées en Suisse. En outre, des forums d'affaires devraient avoir lieu en 2023 afin de faciliter les discussions commerciales entre les entreprises suisses et marocaines. Quant à la visite du SEFRI, celle-ci a été l'occasion de signer un Mémoire d'Entente entre le Maroc et la Suisse dans le domaine de **l'Enseignement Supérieure, de la Recherche et de l'Innovation**. Une convention complémentaire a été signée pour lancer des projets de recherche mobilisant les expertises suisses et marocaines, dans les secteurs de l'Education, des sciences cognitives et la migration.

Enfin, le positionnement du Maroc comme **hub** pour l'investissement et le commerce international, **surtout vers l'Afrique subsaharienne** présente un intérêt particulier pour la Suisse. Dans ce sens, il convient de mentionner **Casablanca Finance City**, un centre économique et financier qui vise à devenir une plate-forme de liaison entre le Nord et le Sud, où 5 entreprises suisses sont installées. En outre, les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, des énergies renouvelables, pharmaceutique et des équipements médicaux ainsi que des infrastructures continuent de présenter de belles opportunités pour les opérateurs économiques suisses.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

Selon le rapport de l'Office des Changes sur le commerce extérieur²⁶, les échanges commerciaux ont augmenté de 24,8%, grâce à l'augmentation des importations et des exportations. Ces transactions commerciales du Maroc ont atteint CHF 85.6 Mds en 2021 contre 68.6Mds en 2020, enregistrant un déficit commercial qui s'est établi à CHF 19.8 Mds, contre CHF 15.9 Mds en 2020. Le solde commercial s'est dégradé de CHF 3.9 Mds, après l'amélioration de CHF 4.6 Mds enregistrée en 2020. Les importations ont grimpé de 24,7 % depuis 2020 pour atteindre CHF 52.7 Mds en 2021. Les principales importations du Maroc sont constituées des produits finis d'équipement (23%), des produits finis de consommation (23%) et des demi-produits (21%). Quant aux exportations, elles ont augmenté de 25 %. L'industrie automobile est devenue le premier secteur exportateur au Maroc, avec une part de 25% du total des exportations de marchandises du Royaume. Elle devance les phosphates (24%) et l'agroalimentaire (21%).

Après deux années de baisse, le **commerce du Maroc avec l'Afrique** a grimpé de 29,8 % en 2021, pour atteindre CHF 1.06 Mds. Dans ce sens, l'Égypte est le premier partenaire africain du royaume pour la troisième année consécutive, suivie par l'Algérie, la Tunisie et la Côte d'Ivoire. Ces quatre nations représentent plus de la moitié de l'ensemble des échanges (47,9 %). Il importe de noter que la balance commerciale avec l'Afrique présente un excédent commercial de CHF 0.6 Mds, en baisse de 16 % par rapport à 2020.

Par ailleurs, **l'Europe demeure le premier partenaire commercial du Maroc**. En effet, elle a représenté plus de 63,4 % des échanges commerciaux du pays, dont 83,6 % ont été réalisés avec les nations de l'Union européenne (UE). Ces échanges ont atteint un volume de CHF 54.3 Mds l'année dernière, enregistrant ainsi une hausse de 20 % par rapport à 2020. Par pays, les échanges se sont fait principalement avec l'Espagne (28,3 %), la France (22,6 %), l'Italie (7,5 %), la Turquie (6,9 %) et l'Allemagne (6 %). Les transactions de ces nations ont augmenté de 20,2 %, 13,4 %, 21,5 %, 30,6 % et 6 %, respectivement.

En outre, **le commerce du Maroc avec l'Asie** a représenté une part de 18.8% du commerce global du Maroc en 2021. Les échanges avec le continent ont enregistré une hausse de 37,4 % par rapport à

²⁵ [Swisscontact, 2021](#)

²⁶ [Rapport de l'Office des Changes sur le Commerce Extérieur 2021](#)

2020. Avec une part de 40,3%, la Chine s'est positionnée comme le premier partenaire asiatique du Royaume. Les échanges avec la Chine ont atteint une valeur de CHF 6.5 Mds en 2021, enregistrant ainsi une tendance haussière pour la huitième année consécutive. D'autres pays en Asie ont également intensifié leurs échanges avec le Maroc. Il s'agit notamment de l'Inde, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis avec qui les échanges commerciaux ont augmenté respectivement de 46,5 %, 81,1 % et 81,5 % en 2021.

Concernant les **échanges commerciaux avec l'Amérique**, ceux-ci ont également augmenté de 27 % en 2021. Ces échanges sont effectués surtout avec le Brésil (CHF +0.7 Mds), troisième pays client du Maroc depuis 2020, les États-Unis (CHF +0.7 Mds), l'Argentine (CHF +0.2 Mds) et le Mexique (CHF +0.16 Mds).

Enfin, les échanges avec l'**Océanie** restent infimes et représentent 0,4 % des échanges globaux. Ils ont enregistré une hausse de CHF 0.2 Mds, due principalement à l'augmentation des échanges avec l'Australie.

4.2 Commerce bilatéral

En 2021, le volume du commerce bilatéral total a atteint une valeur de CHF 655 millions, contre CHF 565 millions en 2020, en raison d'une hausse des exportations (13,4%) et des importations (18,8%) suisses²⁷.

Au niveau des **exportations** (produits suisses à destination du Maroc) les produits des industries chimiques et pharmaceutiques (CHF 132 mio, +24.6%), de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (CHF 83,1 mio, -2.6%), les machines, appareils, électroniques (CHF 59.8 mio, +29.2%) et les instruments de précision, horlogerie et bijouterie (CHF 47 mio, +13,5%) continuent d'occuper les premières places des exportations suisses vers le Maroc en 2021. Les plus fortes baisses ont été enregistrées dans les secteurs des véhicules (-60%) et du papier, articles en papier et produits de l'industrie graphique (-50%).

Au niveau des **importations** (produits marocains à destination de la Suisse), les principales catégories (hors métaux précieux) sont, par ordre de valeur totale, les textiles, habillement et chaussures (CHF 103,8 mio, +23.8%), les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (CHF 68,6 mio, +18.3%), les véhicules (CHF 31,6 mio, -16%). Il importe de noter que les produits des industries chimiques et pharmaceutiques ont connu une augmentation exponentielle de 447,3%, en s'établissant en 2021 à CHF 9.7 mio.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Les Investissements Directs Étrangers (IDE) au Maroc ont crû en 2021 de 43.6% après une année 2020 marquée par la crise sanitaire. Les chiffres de l'Office des Changes marocain affichent un flux net d'IDE de CHF 2 Mds, confirmant ainsi cette reprise²⁸.

En termes de répartition des IDE par secteur (fin septembre 2021), l'industrie manufacturière draine une grande part des IDE, captant ainsi CHF 0.4 Mds. L'activité immobilière occupe la deuxième position avec un flux net de CHF 0.37 Mds, et en troisième place, les activités financières et d'assurance avec un flux de CHF 0.2 Mds.

Pour l'année 2022, les perspectives sont très positives, puisque le premier semestre a été marqué par un afflux important d'IDE, notamment dans les secteurs de l'automobile, l'aéronautique et l'énergie. Le flux net d'IDE enregistré au premier trimestre 2022 a crû de 56% par rapport à l'année 2021, atteignant CHF 0.4 Mds.

Concernant les Investissements Directs marocains à l'Étranger (IDME), ceux-ci ont enregistré un nouveau record sur les 5 dernières années, avec une hausse de 130% par rapport à l'année 2020. Ils se sont établis selon l'Office des Changes à CHF 1.8 Mds en 2021. Avec sa stratégie d'investissement ambitieuse en Afrique, le Maroc fait partie des pays africains les plus actifs du continent et joue le rôle de véritable locomotive de développement. En 15 ans, le Maroc a investi quelque 4 milliards de dollars

²⁷ FDF, Swiss-Impex, 2020-2021

²⁸ Office des Changes, Rapport annuel 2021 - Balance des paiements et position extérieure globale du Maroc

en Afrique, soit 60% de ses réalisations à l'étranger²⁹.

Concernant les principaux pays investisseurs au Maroc, la France vient en tête avec un volume de CHF 0.95 Mds, en augmentation de 20% par rapport à l'année précédente. Elle est suivie par les Emirats Arabes Unis dont les IDE au Maroc ont atteint CHF 0.4 Mds de DH (+50%). Quant à la Grande-Bretagne, elle occupe la 3^{ème} place avec un flux de CHF 0.33 Mds, grâce notamment au projet Xlinks visant l'installation de câbles de transmission sous-marins avec une ligne de transmission de 3 800 km d'une capacité de 3,6 GW. Ce projet estimé à 20 milliards de dollars permettra à l'énergie solaire du Sahara et à l'énergie éolienne de l'Atlantique marocaines d'être transmises au Royaume-Uni. Ces pays sont suivis par les Pays-Bas (CHF 0.2 Mds, +175%), le Luxembourg (CHF 0.17 mds, +132%), l'Espagne (CHF 0.16 Mds, -9%) et la Suisse (CHF 0.16 Mds, +155%)³⁰.

L'augmentation des IDE au Maroc confirme la consolidation de la position du Maroc en tant que terre d'investissement attractive et porte d'entrée vers l'Afrique. Ceci est dû aux principales améliorations du cadre législatif et du climat des affaires au Maroc, visant à encourager et faciliter les investissements étrangers. Cet afflux enregistré demeure le résultat des efforts consentis par le précédent gouvernement et la forte volonté de l'actuel gouvernement de continuer sur la même voie, avec notamment les différents événements de promotion à l'étranger et le lancement de la marque « Morocco Now », dont les road show visitent les plus importantes capitales économiques européennes et asiatiques.

Enfin, il est important de rappeler les différentes réformes qu'apportera la Nouvelle Charte de l'Investissement. Elle vise une réforme du cadre incitatif dans une volonté de l'Etat d'inverser la tendance d'investissement entre le public et le privé. Alors qu'aujourd'hui le privé n'est responsable que d'un tiers des investissements, il devra inverser la donne d'ici 2035. Cette Charte compte également instaurer une croissance plus inclusive et proposer des avantages pluriels aux investisseurs intéressés par les régions délaissées.

5.2 Investissements bilatéraux

Concernant les flux d'IDE de la Suisse au Maroc, la Confédération revient dans le « top 10 » des investisseurs étrangers au Maroc en 2021. Selon l'Office des Changes, les flux d'IDE suisses ont enregistré une croissance de 155%, passant de CHF 62.5 mio en 2020 à CHF 159 mio en 2021. En termes de répartition par secteur d'activités, le secteur de l'industrie représente 68% de ces investissements, suivi de l'immobilier (20%) et du tourisme (4%). Dans l'autre sens, les investissements directs étrangers du Maroc en Suisse demeure minimes.

La présence des entreprises suisses au Maroc est très visible. Plus d'une cinquantaine d'entreprises suisses y opèrent dans les secteurs de l'agroalimentaire, des industries chimiques et pharmaceutiques, des machines et appareils électroniques, ainsi que des instruments de précisions. Elles comptent plus de 4500 employés et apportent au Royaume une réelle valeur ajoutée, en œuvrant pour l'amélioration de son environnement socioéconomique. L'expérience fort intéressante de ces entreprises au Maroc montre qu'il y a un réel intérêt à coopérer, au vue de la grande complémentarité qui existe entre les deux économies.

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Au Maroc, le principal outil de promotion commerciale de la Suisse est la Chambre de Commerce Suisse au Maroc (CCSM), dont l'objectif est de promouvoir et renforcer les échanges commerciaux entre les deux pays. La CCSM renseigne les entreprises membres et publie depuis 2008, tous les deux mois, la revue « Swissec » , qui traite de l'actualité économique et des opportunités d'affaires au Maroc. De plus, la CCSM organise plusieurs séminaires et webinaires sur des thématiques d'actualité, notamment les dispositions fiscales des lois de finances, les délais de paiement, l'économie inclusive et les projets d'infrastructures. Certains de ces événements ont été organisés avec l'Ambassade (et/ou le SECO).

Dans le but de renforcer sa présence régionale au Maroc, la CCSM a inauguré en mai 2022 son antenne régionale à Marrakech. Elle sera le relais de la CCSM pour identifier les opportunités d'affaires et de

²⁹ <https://afrimag.net/investissements-en-afrique-qui-sont-les-plus-gros-investisseurs-africains-en-afrique/>

³⁰ <https://afrique.medias24.com/2022/02/01/bonne-reprise-du-flux-net-des-ide-en-2021-record-des-investissements-marocains-a-letranger/>
<https://aujourd'hui.ma/economie/les-ide-francais-au-maroc-toujours-en-tete>

faciliter les contacts entre les opérateurs suisses et marocains. Par ailleurs, la CCSM accompagne l'Ambassade de Suisse au Maroc lors des différentes manifestations économiques et commerciales. Il s'agit notamment des visites officielles, en 2021, dans les régions de Souss Massa et Fès-Meknès, initiées par l'Ambassade. Celles-ci avaient pour objectifs de prospecter les opportunités d'affaires et d'investissement dans ces Régions et de promouvoir l'expertise suisse auprès des acteurs économiques locaux. Enfin, la CCSM a marqué l'évènement Marrakech Investor Day par une participation très active, avec l'Ambassade.

Afin de consolider sa position en tant qu'instrument de promotion économique suisse au Maroc, la CCSM a signé plusieurs partenariats stratégiques avec des organismes suisses. Un MoU a été conclu avec la Chambre de Commerce, d'Industrie et des Services de Genève (CCIG). Ceci a débouché sur l'organisation d'un évènement de promotion « Market Focus Maroc » à Genève en 2022, qui a mobilisé les principaux acteurs économiques du Maroc, tels que de Tanger Med, l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations (AMDIE) et la Casablanca Finance City (CFC). Un deuxième partenariat a été conclu avec Switzerland Global Enterprise (S-GE), lors de la visite de la Secrétaire d'Etat à l'Economie au Maroc. À travers ce partenariat, la CCSM représentera les intérêts de la S-GE au Maroc et sera mandatée sur des projets.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

Commerce et investissement: Le Maroc démontre un intérêt avéré pour la coopération économique et commerciale avec la Suisse, en raison de son expertise et ses capacités d'innovation. La Déclaration Conjointe signée entre le Maroc et la Suisse est une preuve de cet intérêt. De façon opérationnelle, cet intérêt doit se traduire par des projets concrets. En effet, la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) souhaite créer un Conseil d'Affaires Maroc-Suisse, en partenariat avec les organisations faitières suisses. Une visite de la CGEM en Suisse est en cours de programmation pour entamer les premières discussions avec les faitières sur les secteurs à prioriser. En outre, les Ministres marocains en charge de l'investissement, de l'industrie et du commerce ainsi que l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations ont donné leur accord de principe pour l'organisation d'un évènement de promotion du Maroc en Suisse. Le roadshow « Morocco Now » permettra aux entreprises suisses de rencontrer les officiels marocains et de se renseigner sur les opportunités d'investissement et d'affaires au Maroc, sans oublier les incitations financières proposées et les avantages d'opérer en Afrique depuis le pays. Enfin, les grands opérateurs économiques et industriels marocains s'attendent à des implantations plus significatives des entreprises suisses au Maroc, eu égard à la complémentarité qui caractérise les deux économies.

Enseignement, Recherche et Innovation : Sur le plan de l'innovation et des sciences, la Suisse est reconnue comme un pays très innovateur par le Royaume. Conjointement avec l'EPFL, l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) a lancé en 2020 l'initiative « Excellence in Africa » pour soutenir la formation de professeurs et de doctorants en Afrique. En s'appuyant sur un réseau d'institutions scientifiques et d'écoles d'ingénieurs en Afrique, cette initiative promeut l'excellence scientifique et technologique. En outre, l'UM6P a également développé un partenariat avec l'Ecole hôtelière de Lausanne. Par ailleurs, la Moroccan foundation for Advanced Science, Innovation and Research (MASclR) a exprimé un intérêt particulier pour coopérer avec des institutions de recherche suisse. Des rencontres de MASclR avec l'EMPA, Innosuisse et EPFL Innovation Park ont eu lieu en Suisse et les discussions sont en cours pour initier et concevoir des projets de collaboration. Enfin, la visibilité des universités suisses et surtout des écoles polytechniques de Lausanne et de Zurich est en nette amélioration. Elles bénéficient d'une excellente réputation. Les Marocains représentent la deuxième communauté étrangère d'étudiants à l'EPFL après la France. Plusieurs Marocains candidatent pour ces institutions après le baccalauréat. De plus, le MoU signé entre le Maroc et la Suisse en 2022 dans le domaine de l'enseignement supérieur, la Recherche et l'Innovation ouvrira de nouvelles voies à la coopération scientifique entre les deux pays.

Tourisme : Après une année 2020 marquée par la fermeture du ciel pendant une longue période, l'année 2021 a connu des suspensions régulières des vols. Les exigences sanitaires pour effectuer des voyages (pass vaccinal, test PCR, autorisation de quitter le territoire, etc) représentaient des contraintes à la fois administrative et pécuniaire aux voyageurs. Par conséquent, le nombre de demande de visas a été négativement impacté. Ceci ne remet toutefois pas en cause l'intérêt que portent les Marocains pour la Suisse. En 2019, plus de 3293 visas C ont été accordés. Dans sa dernière étude de l'image de la Suisse au Maroc en 2020, PRS montre que 72% des répondants placent le tourisme comme principale raison de se rendre en Suisse. Dans ce sens, il importe pour la Confédération de lancer régulièrement au Maroc des campagnes de promotion du tourisme en Suisse, afin d'attirer davantage la classe aisée

et la classe moyenne marocaines. Cette dernière est en constante augmentation, voit son niveau de vie progresser et, par conséquent, planifie annuellement ses séjours à l'étranger.

Infrastructure : La Suisse est réputée et très appréciée au Maroc pour son expertise dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, du ferroviaire, des tunnels, des ponts et des hôpitaux. Le Maroc lance plusieurs projets d'infrastructures dans ces secteurs via des appels d'offres internationaux. Ceci présente donc un intérêt potentiel pour les entreprises suisses du secteur, qui doivent veiller à se positionner en amont auprès des donneurs d'ordre pour présenter leur expertise.

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie du pays hôte

	Année 2016	Année 2020	Année 2021
Répartition du PIB¹			
Secteur primaire	13.6 %	11,7%	ND
Secteur manufacturier	29.5 %	26,1%	ND
Services	56.8 %	50,8 %	ND
– dont services publics	10.4 %	18.4 %	ND

Répartition de l'emploi²			
Secteur primaire	40.3 %	31.3 %	30.3%
Secteur manufacturier	40.3 %	22.9 %	24.1%
Services	37.5 %	45.7 %	45.6%
– dont services publics	ND	5.4 %	ND

¹Source :

- [Haut Commissariat au Plan, 2017](#) pour 2016
- Statista pour 2020

² Source : [Haut Commissariat au Plan, 2021](#) pour 2020 et [Haut Commissariat au Plan, 2017](#) pour 2016

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du pays hôte

	2020	2021	2022
PIB (USD mia)	113.5	131.4	133.06
PIB/habitant (USD)	3187	3620	3630
Taux de croissance (% du PIB)	-7.2	7,2	1.1
Taux d'inflation (%)	0.6	1.4	4,4
Taux de chômage (%)	12.2	11,9	11,7
Solde budgétaire (% du PIB)	-7.6	-6	-6.3
Solde des transactions courantes (% du PIB)	-1.5	-2.9	-6.0
Dettes extérieures totale (% du PIB)	39.7	32	ND
Service de la dette (% des exportations)	2.8	ND	ND
Réserves (mois d'importations)	7.3	6	6

Sources :

- FMI, World Economic Outlook (Avril 2022)
- FMI, Article IV Consultation 2022
- Ministère de l'Economie et des Finances – Maroc

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte

année : 2021

Rang	Pays	Exportations	Part	Var.[1]	Rang	Pays	Importations	Part	Var. ¹⁰
		par le pays hôte (USD millions)					par le pays hôte (USD millions)		
1	Espagne	6859	21.50%	12.70%	1	Espagne	8047	15.70%	27.80%
2	France	6505	20.40%	12.40%	2	Chine	5991	11,7%	19,8%
3	Brésil	1770	5.55%	68,1%	3	France	5395	10,5%	9,8%
4	Inde	1576	4,9%	43,8%	4	USA	3256	6%	26,4%
5	Italie	1360	4.30%	16.60%	5	Turquie	2949	5.80%	31,8%
6	Allemagne	937	2.90%	21%	6	Italie	2592	5.10%	21.70%
7	Turquie	698	2,2%	25.90%	7	Allemagne	2245	4,4%	3,5%
	Suisse	237	0.70%	60.90%		Suisse	169	0.3%	45.90%
	UE	18932	59.40%	12.70%		UE	25087	49%	17,2%
	Total	31898	100 %	25%		Total	51160	100 %	24.70%

Source(s) : Office des Changes du Maroc – Rapport Commerce Extérieur 2021

1 MAD = 0.097 USD

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	Import (CHF)	Variation (%)	Export (CHF)	Variation (%)	Solde	Volume
2016	227'023'806	2.1	296'093'596	3.7	69'069'790	38'441'713
2017	274'369'555	20.9	335'672'867	13.4	61'303'312	42'456'631
2018	246'173'331	-10.3	336'562'633	0.3	90'389'302	42'547'508
2019	276'741'303	12.4	353'337'000	5	76'595'697	42'315'835
2020	258'779'340	-6.5	306'315'108	-13.3	47'535'768	45'674'166
(Total 1)*	201,182,197	-3.2	305,989,563	-12.9	104'807'366	45'602'839
2021	307,365,998	18.8	347,462,154	13.4	40'096'156	47'281'471

*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

Exportations	2020 (% du total)	2021 (% du total)
1. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	34.5	38%
2. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	27.9	24%
3. Machines, appareils, électronique	15.1	17%
4. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	13.5	14%

Importations	2020 (% du total)	2021 (% du total)
1. Textiles, habillement, chaussures	32.4	34%
2. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	22.4	22%
3. Métaux précieux et pierres gemmes, y compris l'or et l'argent en lingots	22.2	0.4%
4. Véhicules	14.6	10%

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (Swiss Impex) 2021

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2021

Rang	Pays	Investissements directs Mio MAD	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée 2020 Mio MAD
1	France	9'506	30%	20%	7'950
2	Emirats Arabes Unis	4'320	14%	50%	2'879
3	Grande Bretagne	3'381	11%	61%	2'096
4	Pays-Bas	2'157	7%	175%	784
5	Luxembourg	1'728	5%	132%	746
6	Espagne	1'649	5%	-9%	1'803
7	Suisse	1'596	5%	155%	625
8	Etats-Unis	988	3%	47%	673
9	Allemagne	807	3%	-10%	900
10	Belgique	573	2%	77%	324
	Total	31'910	100 %	23%	26'005

1 CHF = 10 MAD

Source: Office des Changes – Maroc 2021